

# LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 21 FÉVRIER 2014

## SOMMAIRE

- 1) Merci
- 2) Pas pour...
- 3) Report
- 4) Adopté
- 5) Il cache...
- 6) Petits meurtres
- 7) Dramatique...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Tomboy" : Arte peut remercier Civitas



**Le mouvement extrémiste appelait à boycotter le film. Résultat : il a été suivi par 1,4 million de téléspectateurs. Un excellent score pour la chaîne.**



Tomboy Pyramide Distribution

**L'appel à la censure du mouvement catholique d'extrême-droite Civitas**

lancé à l'encontre de la diffusion hier du film "Tomboy" sur Arte, n'a pas eu l'effet escompté. Au contraire. La chaîne franco-allemande peut même s'enorgueillir d'un joli succès d'audience. Le second long-métrage de Céline Sciamma - l'histoire de Laure, 10 ans, qui fait croire à tout son monde qu'elle est un garçon - ayant été regardé par 1,4 million de téléspectateurs, soit 4,9% de part d'audience.

**Lundi, sur son site internet,**

Civitas, qui se targue de vouloir "instaurer la Royauté sociale du Christ sur les nations", avait appelé "les familles françaises à réagir et à empêcher la diffusion de ce film de propagande pour l'idéologie du genre". L'institut extrémiste avait exhorté ses troupes à appeler le siège d'Arte pour protester "poliment mais fermement" contre la diffusion de "Tomboy".

**Si le téléphone a effectivement sonné à Arte,**

les téléspectateurs n'ont donc pas boudé le film (encore disponible en streaming sur la plate-forme Arte+7). Ont-il été attiré par ce coup de projecteur inattendu ? Toujours est-il que, à titre de comparaison, le dernier film programmé dans cette case du mercredi soir, "Confession d'un homme dangereux", de et avec George Clooney,

avait été regardé par 650 000 téléspectateurs (2,6% de part d'audience). C'est deux fois moins que le score réalisé hier soir par le film de Céline Sciamma. Merci Civitas ?

<http://youtu.be/NHebAaxnxKM>

A.L.D.

[www.civitas-institut.com/](http://www.civitas-institut.com/)

Site de l'Institut Civitas - mouvement dont le but est la restauration de la royauté sociale de Notre Seigneur Jésus-Christ.

## **II) Ayrault : le Pacte de responsabilité « n'est pas fait pour stresser mais pour mobiliser »**

Par Les Echos



Jean Marc - AFP

Invité ce jeudi matin sur France Info, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réaffirmé que le gouvernement avance sur la question du Pacte de responsabilité et qu'il y a un calendrier. « A la mi-mars, ou à la fin mars, nous aurons bouclé » les principales propositions a réaffirmé le Premier ministre.

« Les efforts qui ont été faits n'ont pas été fait en vain (...) maintenant chacun doit prendre ses responsabilités » a encore réaffirmé Jean-Marc Ayrault en rappelant que les derniers indicateurs économiques étaient bien orientés, notamment avec la reprise de l'investissement. . La France est

sur la bonne route et ce n'est pas le moment de suivre des chemins de traverse a expliqué le Premier ministre pour justifier l'action du gouvernement.

Interrogé sur la demande du Medef qui souhaite un moratoire et que certaines lois soient retirées car elles « stressent » les entreprises, le Premier ministre a balayer ces critiques. « Le pacte n'est pas fait pour stresser mais pour mobiliser. Il ne faut pas flancher, ni reculer ».

Concernant plus précisément la question de la pénibilité, Jean-Marc Ayrault a notamment rappelé que ces mesures sont comprises dans la loi sur les retraites et que donc celle-ci s'appliquera. Quant à la question des stages, tout en admettant qu'il « y a des abus dans certains secteurs », le Premier ministre a mis en avant la nécessité du dialogue social. Et donc implicitement indiqué qu'il ne reviendrait pas sur cette question.

#### **Remaniement : « cela me fait sourire »**

Interrogé sur les rumeurs de remaniement , le Premier ministre a de nouveau écarté cette hypothèse. « Ca me fait sourire, parce qu'il faut du bon sens » at-il une nouvelle fois expliqué. Et d'ajouter que « les spéculations je les renvoie au bon sens. Quand le président fixe un cap c'est pour qu'il réussisse.

« Le président de la République a décrit ce qu'il fallait faire. Moi j'anime la majorité parlementaire chaque semaine. Les spéculations, je les renvoie au bon sens...Lorsque le président de la République fixe un cap, c'est pour qu'il réussisse. Et moi je suis là pour qu'il réussisse parce que je suis au service de la politique de la France. »

Et de réaffirmer que le Pacte de responsabilité était son principal dossier. « Hier, on a parlé du pacte (Ndlr : avec François Hollande). Nous n'avons pas parlé d'autre chose »

« Je suis au service de la politique, au service de la France (...) le président me fait confiance » a-t-il encore martelé. « Je veux redonner de la confiance et de l'espoir », alors que tous les chefs d'Etat européens « sont dans cette situation de crise, qui dure depuis 5 ans ».

### **III) L'examen de la proposition de loi "anti-Amazon" reportée de plusieurs mois**



Le gouvernement a averti trop tard la Commission européenne de la future adoption de la loi, repoussant ainsi son adoption définitive. (Photo : Reuters)

latribune.fr

**Afin de respecter des délais imposés par la Commission européenne, l'Assemblée nationale a reporté l'examen de la proposition de loi visant à empêcher de cumuler la gratuité des frais de port du livre et la remise autorisée**

Un peu de répit pour Amazon en France. L'Assemblée nationale a reporté à avril, voire septembre, l'adoption définitive de la proposition de loi sur le prix des livres vendus sur Internet afin de respecter des délais légaux européens.

Déposé par l'UMP, le texte a fait consensus. Destiné à empêcher les opérateurs en ligne, comme le géant Amazon, de cumuler la gratuité des frais de port du livre avec la remise autorisée de 5%, la proposition a été adoptée par le Sénat le 8 janvier. Les députés avaient prévu d'en faire de même et ainsi conclure le processus législatif.

#### **"Barrières commerciales injustifiées"**

C'était sans compter sur les lois européennes. Dans le cas d'une règle technique, le texte doit être notifié à la Commission européenne une fois qu'il est stabilisé et trois mois avant son adoption définitive. La mesure a pour but de permettre à l'institution de formuler des observations et de juger ou non si cela crée "des barrières commerciales injustifiées entre Etats membres".

Un délai que n'a pas respecté le gouvernement,

n'avertissant la Commission que le 16 janvier, soit quelques jours après son adoption au Sénat.

"Au terme de la jurisprudence de la Cour européenne, le non respect de cette période dite de statu quo entraînerait l'inapplicabilité de ce texte", a expliqué la ministre de la Culture Aurélie Filippetti en soulignant le "risque que les acteurs économiques concernés attaquent ce texte devant les tribunaux".

### **Un amendement qui n'a "rien à voir" avec le texte**

Le gouvernement a donc pris les devants et fait voter aux députés un amendement modifiant très légèrement le texte, entraînant une seconde lecture au Sénat, soit en avril, soit en septembre selon la ministre de la Culture.

Il s'agit d'habiliter le gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition à l'ère du numérique.

La mesure fait suite à un accord-cadre signé en mars 2013 par le Syndicat national de l'édition et le Conseil permanent des écrivains. Ce nouveau contrat d'édition comprendra obligatoirement une partie spécifique pour le numérique. Les auteurs pourront faire réviser les conditions de leur rémunération au regard de l'évolution du secteur

Tout en votant le texte à l'unanimité, certains députés, comme l'écologiste Isabelle Attard, ont également protesté contre l'ajout au Sénat d'un article n'ayant "rien à voir" avec la proposition de loi dite "anti-Amazon".

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## **IV) ) Le projet de loi Duflot sur le logement définitivement adopté**

**Le Parlement a adopté ce jeudi le projet de loi Duflot sur le logement. La garantie universelle des loyers et l'encadrement des loyers sont les deux mesures phares.**



Le projet de loi Duflot sur le logement a définitivement été adopté.

Crédits photo : DDE du Loiret

Le Parlement a adopté définitivement ce jeudi, par un ultime vote du Sénat, le projet de loi Duflot sur le logement qui instaure une garantie universelle des loyers (GUL) et un encadrement des loyers.  
ADVERTISEMENT

La majorité de gauche sénatoriale a voté pour ce texte déjà adopté la veille par l'Assemblée, la droite s'y opposant.

lexpress.fr

### **La Poste. Un bénéfice net 2013 en hausse de 31 % grâce au CICE**

En 2013, La Poste a enregistré un bénéfice net de 627 M€, en hausse de 31 % grâce au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), sans lequel sa performance serait en chute de 30 % en raison du recul des volumes de courrier. Le chiffre d'affaires annuel du groupe s'est, pour sa part, établi à 22,08 milliards d'euros, en progression de 2 % sur un an, grâce aux bonnes performances du Colis et de la Banque postale.

letelegramme.fr

## V) Il cache...

Le Président a accueilli ce mercredi la chancelière allemande à l'Elysée pour un Conseil des ministres franco-allemand. Alors qu'Angela Merkel, qui se remet d'une blessure au bassin, est arrivée avec des béquilles, son hôte les a rapidement fait disparaître...

Cachez ces béquilles que je ne saurais voir. Accueillant Angela Merkel à l'Elysée, mercredi, François Hollande s'est montré des plus prévenants, se déplaçant jusqu'au véhicule de la chancelière pour l'aider à s'en extraire. Car Angela Merkel, qui souffre d'une blessure au bassin à la suite d'une chute de ski, doit s'aider de béquilles pour se déplacer. C'est donc appuyée sur ces soutiens qu'elle gravit les marches de l'Elysée.

### Confîées à un huissier

Une fois le couple franco-allemand arrivé en haut du perron, François Hollande semble hésiter, jetant un œil aux béquilles. Avant de les prendre des mains d'Angela Merkel et de les confier à un huissier. Surtout, ne pas présenter une chancelière affaiblie aux photographes ! Mais les caméras n'ont, évidemment, pas raté ce geste de coquetterie. Parfois, les efforts pour maîtriser l'image ne font qu'attirer l'attention vers ce que l'on voulait cacher...

Les béquilles ont rapidement été rendues à leur propriétaire, qui était présente pour le 16e Conseil des ministres franco-allemand. Un conseil qui, comme le veut la tradition, a été immortalisé plus tard par une photo de famille. Une photo, là encore, exempte de béquilles.



Tristan Michel  
metronews.fr

## VI) Municipales 2014 - Montreuil : petits meurtres entre camarades

Huit listes estampillées à gauche sont présentées dans cette ville de 100 000 habitants située en Seine-Saint-Denis. Une dispersion qui



Dominique Voynet n'est pas candidate à sa réélection à Montreuil. © MIGUEL MEDINA / AFP

Par Hugo Domenach

Bienvenue à Montreuil. Ses puces, son cinéma d'art et d'essai, son village de Roms, sa mairie stalinienne, son foyer malien, ses quartiers chauds, ses ateliers d'artistes, ses bars à bobos et... ses huit listes de gauche ! Dans cet ancien bastion communiste de 100 000 habitants, dont environ 80 % votent à gauche, les dissidents poussent comme des champignons, au point que les habitants doivent faire de gros efforts de mémoire pour s'y retrouver. En plus de compliquer la tâche des électeurs, la multiplication des candidatures fait peser un climat hostile sur la ville. Car les candidats n'ont pas oublié de s'écharper. Et la situation a empiré depuis que l'actuelle maire Dominique Voynet a annoncé qu'elle tirait sa révérence. Panorama de ce champ de bataille politique situé à la frontière de Paris.

### Les communistes



Il est l'ennemi public n° 1 des autres candidats, qui le considèrent comme une vieille relique. Estampillé divers gauche, Jean-Pierre Brard, 65 ans, qui fut le premier magistrat de Montreuil de 1984 à 2008, a quitté le PCF depuis 1996, mais reste "apparenté" au

parti. Il est unanimement décrit par ses concurrents comme "un monarque persuadé que la ville lui appartient" et qui a appliqué "une politique de faveurs" lorsqu'il fut maire de la ville. "Mensonges. Ça n'a pas de sens. Nous ne sommes plus au temps de la féodalité", rétorque-t-il. Selon lui, ses adversaires discuteraient officieusement d'un front commun contre son retour s'il était présent au second tour. Lui se flatte d'avoir pris ses distances avec les écologistes et les socialistes, "les partis du gouvernement".

C'est son ancien directeur de campagne lors des législatives de 2008, Patrice Bessac, qui se présente sous les couleurs officielles du parti. "Il y a quelques années, Jean-Pierre Brard était d'accord pour passer la main à la nouvelle génération. Il a dit oui. Puis non. Du coup, on a fait le choix de s'éloigner. Tous ses anciens élus me soutiennent", explique-t-il.



L'intéressé réfute ce dernier point et précise que ses colistiers "ont entre 25 et 40 ans". Patrice Bessac explique avoir subi "des intimidations" et des "coups bas" pendant la campagne : une fausse affiche annonçait, à tort, l'annulation de son premier meeting. Les listes menées par les deux hommes se revendiquent du Front de gauche et affichent le logo sur leurs tracts de campagne. Récemment, Nordine Rahmani, lieutenant de l'ex-maire communiste Jean-Pierre Brard, a été épinglé pour avoir plagié le discours de vœux de Jacques Chirac en 2007.

### Les socialistes

C'est le très décrié Razzy Hammadi qui a obtenu l'investiture du PS à Montreuil. Le protégé de Claude Bartolone, le parrain de la Seine-Saint Denis, a été préféré à Mouna Viprey, exclue du parti il y a six ans pour avoir fait campagne



derrière Dominique Voynet. "Barto" a bien essayé de les réconcilier, mais rien n'y fait. "Ce n'est pas parce qu'on est de la même famille qu'on se ressemble", résume celle qui se présente sur la liste Élire Montreuil. "Sur la manière de faire de la politique, nous sommes deux opposés. Je ne fais de la politique qu'à Montreuil. Il est parachuté", balance-t-elle. "Je suis le socialiste qui a rassemblé le plus de votes sur son nom dans toute l'histoire de Montreuil. Et je ne cesse d'arpenter le terrain depuis deux ans [depuis qu'il a été élu député, NDLR]", se défend Razzy Hammadi.



Interrogée sur les propos virulents de ce dernier, audibles dans une vidéo où le député participe à une bagarre, Mouna Viprey se demande pourquoi il a invoqué les cités de Montreuil. Selon l'ancien patron du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) qui crie "au coup monté", ces propos auraient été tenus en réponse à son assaillant qui lui aurait dit : "On va te renvoyer dans ta cité."

Le député est également dans le collimateur des écologistes qui lui reprochent de briguer la mairie, alors qu'il a bénéficié du soutien de Dominique

Voynet pour être élu en 2012. "C'est bon signe qu'on soit la cible de tous à Montreuil", s'exclame-t-il. Depuis son engagement au MJS, Razzy Hammadi a fait du non-cumul des mandats un de ses combats. Régulièrement attaqué sur le sujet, il promet qu'il abandonnera son siège de député s'il est élu maire de Montreuil.

## L'écologiste



Dominique Voynet a jeté l'éponge. Mais les écologistes présentent tout de même un candidat. À lui tout seul, Ibrahim Dufriche est un peu le condensé de la carte électorale de Montreuil. Cet ancien militant socialiste est le fils adoptif d'un communiste et le petit-fils d'un ancien résistant et maire communiste de Montreuil, Marcel. "Adopté par le communisme, formé par les socialistes, en course pour les écologues", entend-on parfois. Cet entrepreneur de 51 ans d'origine comorienne a été élu candidat lors d'une primaire très contestée. Après le vote, certains militants pointaient du doigt des "adhésions suspectes" sans pouvoir étayer leur accusation. Selon eux, Voynet aurait organisé sa succession pour "garder la main sur la ville". Contacté, Ibrahim Dufriche n'a pas encore répondu aux sollicitations du Point.fr.

## Les autres listes de gauche

En plus des traditionnelles listes d'extrême gauche NPA et LO, une nouvelle liste "écologique et citoyenne" nommée "Montreuil mi amor" a fait son apparition le 14 février. Selon ses auteurs, elle "met en avant ses propositions plutôt que ses leaders". Un programme qui prend des airs de déclaration d'amour à la ville : "Tu es tout pour moi, mon cadre de vie, mon toit, ma lumière, mon environnement, mon nid, je te respire et tu m'enveloppes tous les jours de ton atmosphère vibrante et chaleureuse, si profondément humaine." Ou encore : "Allez, viens ! Je suis là pour toi, prends-MOI !" Une forme de réponse par l'absurde à une situation ubuesque.

## La candidate de droite



C'est Manon Laporte qui a été investie par l'UMP à Montreuil. Cette avocate fiscaliste parisienne qui porte les couleurs de l'UDI et du MoDem a réussi le tour de force de rassembler la droite. Annoncée par tous ses adversaires au second tour, elle se voit déjà à la tête de la ville, pourtant traditionnellement hostile à la droite. En guise de cadeau de bienvenue, sa permanence de campagne a été vandalisée le 20 janvier, avec de grandes inscriptions noires : "facho". "Montreuil ne bouge pas à cause des partis dogmatiques qui ont des idées datant du XVIIe siècle", déclare-t-elle à l'attention de ses adversaires.

Il existe donc aujourd'hui neuf listes à Montreuil, dont huit de gauche. Entre 70 % et 80 % des gens votent à gauche. Les socialistes sont présents sur quatre listes, le logo du Front de gauche sur deux, et le candidat des écologistes ne l'est pas. Un tel capharnaüm qu'un Tumblr raille la situation politique à travers des détournements. Une blague qui circule parmi les militants résume bien la situation. "La politique à Montreuil, c'est un peu

comme au Liban : si quelqu'un vous l'explique et que vous avez l'impression d'avoir compris, c'est qu'il vous l'a mal expliquée."

Mais cette balkanisation politique en décourage aussi plus d'un. Quand on leur demande si cette situation ne risque pas d'écorner l'image de la politique française déjà peu reluisante, tous les candidats sont d'accord. Chacun dénonce "les ambitions personnelles" des autres et "les logiques d'appareil" qui remplacent la bataille des idées", tout en accusant son voisin. "C'est pas ma faute à moi", pourrait-on ainsi résumer.

lepoint.fr

## VII) À Boulogne-Billancourt, l'UMP vit « une situation dramatique »

**Avec un maire sortant visé par la justice et des ténors de l'UMP qui défilent pour soutenir le candidat dissident, la deuxième ville d'Île-de-France est de nouveau le théâtre de la pagaille qui règne dans le département des Hauts-de-Seine et se répercute sur les instances nationales du parti.**

C'est presque devenu une tradition. À Boulogne-Billancourt, dans le département des Hauts-de-Seine si cher à la « Sarkozie », chaque nouvelle élection rime avec division. À peine remise de la bataille qui opposa Claude Guéant et Thierry Solère lors des législatives de 2012, la deuxième ville d'Île-de-France est de nouveau le théâtre d'un duel droite contre droite dans le cadre des municipales de mars. Après Neuilly, elle illustre à son tour la pagaille qui règne dans le « 9-2 » depuis 2008. Entre dissidences, jeux d'influences et spectre des affaires.

L'énième guerre intestine qui divise la droite boulonnaise oppose cette fois le maire sortant Pierre-Christophe Baguet, qui a reçu l'investiture et le soutien de l'UMP, à Pierre-Mathieu Duhamel qui, lui, a reçu... le soutien d'une bonne partie de ses ténors. Alain Juppé, Xavier Bertrand, Bruno Le Maire, Benoist Appar... Jamais un candidat dissident n'aura récolté autant de cautions de son ancien camp – Pierre-Mathieu Duhamel s'est mis

en congé de l'UMP le temps de la campagne. Le parti de l'opposition l'a prouvé à Paris : les mesures de suspension sont « une règle naturelle pour tous les dissidents ». Mais cette « règle naturelle » ne semble pas s'appliquer au-delà du boulevard périphérique.



Pierre-Christophe Baguet et Pierre-Mathieu Duhamel, candidats à Boulogne-Billancourt. © DR

« J'ai passé l'âge où je suis le petit doigt sur la couture du pantalon les décisions de la commission d'investiture de l'UMP », déclarait Alain Juppé au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, dès octobre 2013. Fidèle à celui qui fut son directeur de cabinet à Matignon, le maire de Bordeaux viendra d'ailleurs soutenir Pierre-Mathieu Duhamel en meeting à Boulogne, le 4 mars. L'un de ses plus proches collaborateurs, Gilles Boyer, figure même sur la liste dissidente.

« On nous met dans une situation dramatique », reconnaît Roger Karoutchi, interrogé par Mediapart. Le secrétaire départemental de l'UMP dans les Hauts-de-Seine souligne le fait qu'« une dissidence à Boulogne a forcément des répercussions sur le national » : « Il y a des règles et des exceptions à la règle. La real politique, c'est exactement ça. » Légèrement désabusé dès lors qu'il s'agit d'aborder le sujet des divisions du « 9-2 », il rappelle que « ça fait plus de vingt ans que de la droite se déchire à Boulogne sur un système fou qui consiste à dire "il n'y a pas de risque, donc on fait ce qu'on veut" ».

Georges Gorse contre Paul Graziani en 1991, Paul Graziani contre Jean-Pierre Fourcade en 1995, Jean-Pierre Fourcade contre Pierre-Christophe Baguet en 2008... À chaque élection municipale son duel droite contre droite. « À Boulogne, dès que vous avez un premier adjoint, il veut devenir calife à la place du calife, poursuit Roger Karoutchi. La gauche n'est pas un vrai danger, ça déresponsabilise. »

Les résultats électoraux n'ont d'ailleurs jamais

démenti cette tendance. Car quels que soient le scrutin et les dissidences, la ville vote à droite à 70 %. « Ce n'est pas irréversible, veut croire le candidat socialiste Pierre Gaborit. La population boulonnaise change. Les gens commencent à se préoccuper d'autre chose que de ces querelles sordides. » Comme bon nombre de villes du département, l'UMP boulonnaise a, elle aussi, subi une baisse de 20 % de ses adhérents. « Sur l'année 2013, on est aux alentours de 1 500 personnes à jour de cotisation, précise le secrétaire départemental de l'UMP dans les Hauts-de-Seine. Ça ne s'est pas effondré comme à Neuilly, mais la crise est là. »

Crise ou pas, la droite ne se fait guère de souci quant à l'échéance de mars. « Le risque que Boulogne passe à gauche est très éloigné, assure le député UMP Benoist Apparü, venu soutenir Pierre-Mathieu Duhamel le 12 février, à l'occasion d'un café politique consacré au logement. C'est d'ailleurs pour ça que je soutiens le candidat dissident. Je ne l'aurais pas fait s'il y avait eu le moindre risque. »



Les députés UMP Thierry Solère et Benoist Apparü aux côtés de Pierre-Mathieu Duhamel, le 12 février. © duhamel-boulogne.fr

Après Benoist Apparü, les équipes de Pierre-Mathieu Duhamel attendent donc la venue d'Alain Juppé, mais aussi celle de Xavier Bertrand et François Baroin qui devraient faire, début mars, une visite de marché aux côtés du candidat dissident. « Je vous mentirais si je vous disais qu'on n'est pas embarrassés par ce défilé de grands noms de l'UMP..., indique le secrétaire départemental de l'UMP dans les Hauts-de-Seine. La logique voudrait que j'aille à la réunion de Juppé, mais je n'irai pas. Il y a une règle établie par la commission d'investiture : on reconduit systématiquement les maires sortants qui en font la demande. On a donc respecté cette règle pour Baguet. »

Face au chapelet de soutiens de son adversaire, Pierre-Christophe Baguet a protesté devant le bureau politique de l'UMP, fin janvier. Et obtenu l'exclusion de deux colistiers de Duhamel, Guillaume Gardillou et Mathieu Barbot. « Je me retrouve à demander l'exclusion de lampistes, alors que tout le monde soutient la liste dissidente, note Roger Karoutchi. C'est un peu incohérent. » Le maire sortant de Boulogne a également mis en garde Jean-François Copé contre l'organisation d'écuries présidentielles en vue de 2017. « C'est vrai ailleurs en France, ajoute le secrétaire départemental de l'UMP dans les Hauts-de-Seine. Les Bertrand, Juppé, Baroin et consorts vont effectivement soutenir des candidats qui leur seront fidèles. Mais Boulogne, c'est une situation particulière. On est dans un réseau d'influences et d'amitiés. »

### « Baguet est sur tous les mauvais coups »

Dans ce « réseau d'influences et d'amitiés », figure notamment le député UMP et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, Thierry Solère, sarkozyste de la première heure et tombeur de l'ex-ministre de l'intérieur Claude Guéant. L'élu, qui dirige aujourd'hui la campagne de Duhamel à Boulogne et figure en troisième position de sa liste, n'a pas été suspendu par le parti d'opposition, comme cela avait été le cas aux législatives de 2012.

Mieux encore, lors du conseil national du 26 janvier, ce proche de Bruno Le Maire a été élu au bureau politique de l'UMP, chargé notamment de préparer l'élection présidentielle de 2017. Le même jour, Gilles Boyer, le collaborateur d'Alain Juppé qui figure également sur la liste dissidente, a quant à lui été élu à la commission nationale des recours de l'UMP, qui examine les demandes de réintégration. À la tête de cette commission, on retrouve un proche de Xavier Bertrand, le député Gérard Darmanin, qui était présent aux vœux de Thierry Solère, le 28 janvier.



Pierre-Mathieu Duhamel, Thierry Solère, Bruno Le Maire, Gérald Darmanin... aux vœux de Thierry Solère, le 28 janvier. © duhamel-boulogne.f

« Mon entrée au bureau politique de l'UMP était un message clair adressé à Baguet », s'amuse Thierry Solère, qui reconnaît s'être arrangé avec la direction du parti pour « éteindre l'incendie politique » de Boulogne, en demandant à Pierre-Mathieu Duhamel de se mettre en congé de l'UMP et en laissant deux de ses colistiers être suspendus. L'un d'entre eux, Guillaume Gardillou, connaît déjà l'issue de cette cuisine politique : « Duhamel va gagner les élections et on sera réintégré d'office dès le lendemain », confie-t-il à Mediapart.

La direction de l'UMP aurait-elle définitivement perdu le contrôle de ses troupes à Boulogne ? « Copé navigue à vue », analyse Gilles Boyer. Pierre-Christophe Baguet a eu beau lui lâcher en bureau politique un « Jean-François, Boulogne, c'est à dix minutes de Paris à scooter, c'est où tu veux quand tu veux ! », nul n'est aujourd'hui en mesure de dire si le patron de l'UMP viendra ou non soutenir le candidat officiel du parti. « Baguet a dit qu'il souhaitait que des dirigeants viennent, mais depuis, je n'ai pas eu de demande officielle, ni pour Copé ni pour personne », explique Roger Karoutchi, qui tente d'énumérer les éventuels soutiens du maire sortant : « Luc Chatel m'a dit qu'il pourrait venir à Boulogne. Henri de Raincourt aussi. Valérie Pécresse est pour Baguet, mais je ne sais pas si elle viendra. Et puis, il y a Fillon, mais il se déplace rarement dans les Hauts-de-Seine... »

Jusqu'alors silencieux sur le cas Boulogne-Billancourt, l'ex-premier ministre est sorti de sa réserve mi-janvier, lorsque Michèle Montiès, la femme de l'un de ses plus proches collaborateurs, Daniel-Georges Courtois, a quitté la majorité de Baguet pour rejoindre la dissidence de Duhamel. « Ça a un peu agacé Fillon, poursuit le secrétaire départemental de l'UMP dans les Hauts-de-Seine. Du coup, il a fait un petit mot à Baguet pour lui dire qu'il pouvait se prévaloir de son soutien. » Un SMS que les équipes de campagne du maire sortant se sont empressées de diffuser sur les

Candidat investi par l'UMP, Pierre-Christophe Baguet continue à se prévaloir du soutien de son parti, mais aussi de celui de l'UDI, du MoDem, du Nouveau Centre et du Parti radical. Président de la communauté d'agglomération Grand Paris

Seine Ouest (GPSO), le maire de Boulogne bénéficie également de l'appui des communes voisines. Du côté de Pierre-Mathieu Duhamel, on moque ces « seuls vrais soutiens » que sont le maire d'Issy-les-Moulineaux, André Santini, « son mentor politique », et le maire de Levallois-Perret, Patrick Balkany, qui « est monté au créneau pendant l'investiture ». « Bref, la crème des Hauts-de-Seine », plaisante un élu du département.



François Fillon et Pierre-Christophe Baguet. © Facebook/Pierre-Christophe Baguet



Pierre-Christophe Baguet, André Santini et Claude Guéant, en avril 2012. © philippedermagne.com

« Baguet est sur tous les mauvais coups », assure un élu bouloonnais, qui rappelle la récente ouverture d'une enquête préliminaire visant le maire de Boulogne, révélée par Le Parisien. L'affaire remonte à janvier 2012. Renonçant à se porter candidat à sa réélection aux législatives, Pierre-Christophe Baguet adresse à ses administrés un courrier dans lequel il explique pourquoi il soutient Claude Guéant. À l'époque, l'édile assure avoir payé cet envoi sur ses « deniers personnels ». Mais selon des documents transmis à la justice, l'impression de cette lettre réalisée par une entreprise d'Issy-les-Moulineaux

– pour un coût total de 30 000 euros – aurait été acquittée à hauteur de 20 000 euros par la municipalité, l'UMP ayant pris en charge les 10 000 euros restants.

« Des accusations mensongères, proférées dans un climat politique nauséeux, s'est défendu l'avocat de la ville, Mario-Pierre Stasi, cité par le JDD.fr. La facture a été adressée à l'UMP des Hauts-de-Seine, qui a transmis à l'UMP nationale. » Le 7 février, Pierre-Christophe Baguet a sorti un tract, copie de la fameuse facture à l'appui, pour prouver cette version des faits. Mais sur ce point pourtant, Roger Karoutchi est formel : « Le trésorier départemental a confirmé que nous n'avons jamais reçu cette facture, indique-t-il à Mediapart. Si elle était passée entre nos mains, même pour être transmise à l'UMP nationale, nous en aurions conservé une trace. »

Pour les soutiens de Pierre-Mathieu Duhamel, cette affaire pourrait davantage encore affaiblir la candidature du maire sortant de Boulogne. « Baguet était déjà très seul, mais ses ennuis judiciaires font que les trois ou quatre soutiens qui lui restaient s'éloignent à leur tour... », conclut Thierry Solère.

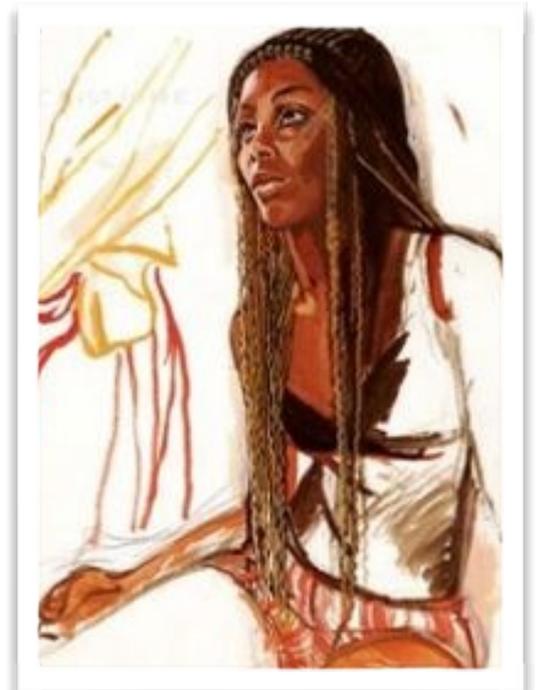
mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Samedi 8 Mars 2014 de 13h à 18h

# JOURNEE DE LA FEMME CENTRAFRICAINE

Table ronde de femmes sur le thème :  
**Chrétiennes et Musulmanes**  
**Une force pour la R.C.A. Centrafrique**



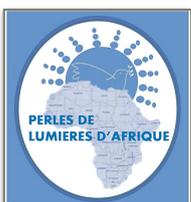
**une journée pour un nouveau  
départ...**

**SAMEDI 8 MARS 2014 de 13h à 18h**  
**THEATRE DU GYMNASSE**  
**38 Boulevard Bonne Nouvelle PARIS X°**

**Entrée Libre**

**Métro : Bonne Nouvelle**

**Parking : Rex Atrium**



Un évènement organisé par les femmes de PERLES DE LUMIERE  
D'AFRIQUE

Info : 07 71 10 60 33/ 06 21 35 25 99



**A suivre...**  
**La Presse en**  
**Revue**